

**• LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES**

CONSTATS	PROPOSITIONS
<p>La question des impôts est biaisée, cadre fixé alors que le problème est celui des finances et des disponibilités des finances. Disponibilités biaisée par la dette. Dette confiée aux banques privées avec des intérêts.                      Décision de supprimer l'ISF : sources de financement perdues.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rétablir l'octroi des prêts sans intérêt par la banque nationale</li> <li>• Rétablir ses sources</li> </ul>
<p>Problème à prendre à l'envers.                      Problème : quel service public voulons-nous, quel coût il a et mettre les moyens en face</p>	
<p>Accord pour payer moins d'impôts : question centrale : consentement à l'impôt. Politique fiscale basée sur des symboles. L'injustice fiscale n'est pas concevable</p>	
<p>La question n'est pas payer moins d'impôts mais de payer des impôts « mieux ».                      Plus on paye plus la palette de services publics se réduit                      Ex : enseignement supérieur. Privatisation des écoles, augmentation des coûts d'inscription, élitisme, où va l'argent ?</p>	
<p>De plus en plus d'impôts, des impôts déguisés, à quoi servent-ils ? En réalité l'Etat est en déficit depuis longtemps. Uniquement certaines personnes s'enrichissent. Ou va notre argent ?                      Payer oui, mais à condition d'avoir un service à la hauteur</p>	
<p>Fiscalité des entreprises                      Salaire brut : 1000 €                      600 € de charges pour l'entreprise                      250€ de charges pour le salarié                      Net : 750 €                      800 € vont à l'état pour un salaire de net de 750 €</p> <p>Autre intervention : Attention ce ne sont pas des charges mais des cotisations. Si on retire</p>	<p>Les entreprises doivent payer le moins de charges possible                      Toute entreprise inférieure à 100 salariés : suppression des charges sociales sur 5 ans par ex. En contrepartie : engagement à recruter</p>

**• LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES**

<p>tout ceci pour toutes ces entreprises : quels services publics ?</p>	<p>Pourquoi ne pas faire différemment justement. Ex : taxe sur les produits qui proviennent de l'étranger</p>
<p>Constat d'évasion fiscale. 17 milliards d'euros depuis 2001 pour la France</p>	<p>Contrôle des sociétés conseil en matière d'optimisation fiscale qui surfent sur l'impôt sur les sociétés Harmonisation du taux d'imposition des sociétés</p>
<p>Fraude fiscale : 100 milliards d'euros/an pour la France. Etude va être lancée, résultat dans un an</p>	<p>Accélération de cet audit</p>
<p>Subventions accordées aux grandes entreprises (ex : general electric).</p>	<p>Mieux les contrôler, emplois à la clé, si ce n'est pas possible, dédommagement de la collectivité qui les a subventionnés</p>
<p>Sentiment : payer un impôt injuste Au départ, impôt sur le revenu puis TVA, puis CSG, etc. pourquoi : dès qu'un besoin émerge, nouvelle taxe. En parallèle, niches fiscales = usine à gaz très complexe Les citoyens n'ont pas tous les mêmes connaissances pour « jouer avec ces tiroirs » = injustice face aux impôts. Egalité plombée</p>	<p>Payer par rapport à ce qu'on gagne Ex : TVA, y compris pour tous les biens de consommation</p>
<p>Merci les gilets jaunes Question de pouvoir d'achat, d'égalité et d'équité Distinction inégalitaire entre actifs et non actifs Tout le monde n'est pas traité de la même façon Pas égaux devant le calcul de l'impôt sur le revenu qui ne porte pas sur tout On réduit l'impôt mais on met des taxes à côté</p> <p>Autre intervention : les cotisations sociales vont baisser l'Etat souhaite détruire la protection sociale pour la réduire à sa plus simple expression. Ex : Fusion AGIRC ARCO régimes complémentaires fin 2019</p> <p>Autre intervention Progressivité impôt sur le revenu bonne idée Les plus riches ont un taux d'imposition plus faible (pression fiscale) Si trop de pression, risque d'évasion.</p>	<p>Mettre à plat complètement l'impôt sur le revenu Equitable entre contribuables Suppression des taxes Impôt progressif, unique, calculé sur tous les revenus d'un foyer (pension, salaires, retraite, revenus divers...) Plus besoin de l'ISF et de la CSG Simplifier l'ensemble</p> <p>Favorable à une CSG progressive Estimer que des personnes au niveau du SMIC/RSA ne paient pas de CSG et que cela augmente en fonction du revenu</p> <p>Solution : impôt universel quel que soit son pays de résidence (ex des Etat Unis).</p>

**• LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES**

<p>Difficulté à comprendre le système fiscal. Aujourd'hui cela va retomber sur la même classe, la classe moyenne. Ceux qui travaillent et qui payent déjà. C'est mathématique Seul levier aujourd'hui : impôt direct</p>	
<p>Connaître l'ensemble des revenus des gens : impossible. Revenir sur la TVA, volonté mais un peu simple Il est toutefois possible de faire mieux pour la rendre plus juste</p> <p>Salon de l'agriculture : paysans, jardiniers de la France, qui n'ont pas de quoi se rémunérer. Quand allons-nous enfin les reconnaître ? Une telle injustice qui perdure est incompréhensible</p>	<p>Supprimer la TVA sur des produits de première nécessité. Mais définir ces produits. Payer beaucoup de TVA sur des produits de luxe (grands crus, voitures de luxe...)</p>
<p>Problème de la mesure de l'efficacité des services publics Rapports de la cour des comptes qui ne servent à rien Quelle est l'efficacité de tous ces corps ? Quelles sont leurs missions ?</p> <p>Autre intervention : attention aux rapports de la cour des comptes, la façon dont ils sont constitués. Autre intervention :</p>	<p>Outils à mettre en place Les rendre exécutoire pour obliger le service concerné à les prendre en compte Mettre en place des audits des services publics rapport entre efficacité et coût pour tous les services publics de France Rendre publics et transparents les résultats de ces audits</p> <p>Pourquoi ne pas aussi demander au citoyen son avis sur le service rendu et sa qualité</p>
<p>Où passent tous nos impôts, de plus en plus et moins de résultats. Ex : cartes grises. Tout est ligne et cela pose problème. Des services payants fleurissent pour compenser ce manque. Beaucoup de services comme ça. On supprime des fonctionnaires et voilà le résultat. Le problème est déplacé. Autre souci : nos enseignants sont les moins payés d'Europe alors que des impôts continuent à être payés et de plus en plus</p>	
<p>Impôt le plus concret pour quelqu'un est la taxe d'habitation, qui est celle qu'on supprime alors que c'est sans doute l'impôt le plus facile à payer pour le contribuable</p>	<p>Souhaiterait que les impôts servent aux services de proximités et à la simplification administrative</p>

**• LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES**

Coût du CICE 100 milliards d'euros entre 2014 et 20200	Contrôler les entreprises et les obliger à rembourser si l'engagement n'est pas tenu
<b>2<sup>e</sup> groupe</b>	
Se pose la question de la gratuité des services publics (ex transports). La notion de gratuité n'existe pas, tout service à un coût. Vouloir des services publics gratuits est illusoire	Définir le niveau de service public souhaité. Le coût peut être modulé en fonction des revenus des personnes Maitriser le budget
Dettes publiques : due au traité de Lisbonne qui a stoppé la banque centrale Tout notre système monétaire est basé sur des banques privées  Autre intervention : la dette française a augmenté avant le traité de Lisbonne (précision)	Revenir à la banque centrale Retirer le traité de Lisbonne
Revenir sur la question des budgets  Autre intervention : attention si le budget n'est pas dépensé il n'est pas forcément nécessaire de dépenser pour « combler » et ne pas avoir un budget moindre l'année d'après	Prime d'intéressement sur les économies faites à l'année par un service Inciter les différents services publics à faire des économies
Souci entre fiscalité et dépense : on ne voit pas à quoi sert l'argent. Une taxe prélevée ne va pas forcément « au bon endroit ». Ce n'est pas concret  Autre intervention : guerre des collectivités. L'état lance une idée, les communes doivent suivre sans moyens supplémentaires et se renvoient les responsabilités.  Autre intervention : l'état et les collectivités territoriales prennent de plus en plus de compétences depuis des années. Que doivent-ils réduire pour faire des économies et stopper certains impôts	
Autre intervention : attention sur les voitures il n'y a plus de vignettes mais il y a des malus	Pourquoi ne pas faire payer ceux qui ont de l'argent (ex des vignettes qui ont disparu.) Mettre une taxe supplémentaire sur des produits de luxe

**• LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES**

<p>Autre intervention : question des revenus. TVA faible sur des produits de première nécessité</p>	<p>Ex des amendes également. Double peine en cas de manque d'argent pour payer ; augmentation de l'amende</p> <p>Elargir la palette de la TVA. Réduire encore sur les produits de première nécessité et l'augmenter sur des produits plus haute gamme. Impacter les personnes qui ont les moyens de payer</p>
<p>Fiscalité :</p>	<p>Possibilité pour un citoyen français vivant à l'étranger de payer son impôt en France (impôt universel)</p> <p>Imposer GAFA (Google Amazon Facebook Apple)</p>
<p>Imposition</p>	<p>Entrer dans le taux d'imposition TOUS les revenus, y compris les aides pour réduire l'injustice fiscale</p>
<p>Dépenses publiques. Les collectivités coll. Sont de plus en plus pressées. L'Etat devrait montrer l'exemple</p> <p>Autre intervention : c'est de l'ordre du symbole mais c'est important</p>	<p>Réduire les avantages et privilèges des Elus de l'Etat (imposition sur tous les revenus, etc.)</p> <p>Donner plus de lisibilité à l'attribution des taxes</p>
<p>Besoin très présent d'équité par rapport à l'impôt (prélèvement comme utilisation). La TVA n'a aucune notion d'équité. Personne n'évoque une demande de réduction des impôts mais plus de justice, d'équité.</p> <p>Autre intervention : Il faut rétablir la situation. A l'image d'un foyer qui fait des choix pour finir les mois tandis que l'Etat ne semble pas faire cet effort-là.</p> <p>Autre intervention : les salaires des élus sont plafonnés à un certain niveau. Le cumul n'est possible qu'à un certain niveau. Ce sont les avantages qui font ensuite la différence</p>	<p>la suppression de la TVA et l'augmentation de l'impôt en fonction des revenus serait bien plus juste</p> <p>Revenir à des salaires plus décents. Sensation de différence d'échelle entre les grandes administrations et les citoyens.</p>
<p>Inflation des normes et obligations pour les collectivités de se faire accompagner par des cabinets d'expertises très onéreux qui impactent fortement les budgets de ces collectivités</p> <p>Privatisations qui ont conduit à l'augmentation des dépenses</p>	

**• LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES**

<p>Autre intervention : les caisses de retraite n'ont plus les moyens aujourd'hui d'accomplir leurs missions. L'Etat diminue ses subventions sans pour autant réduire les missions. Ce qui conduit les collectivités, services publics à faire appel à des services externes plus coûteux pour répondre à leurs besoins.</p>	<p>L'Etat ne devrait pas entrer dans cette mécanique de poursuivre tous les services en les finançant moins</p> <p>Il faudrait définir les services publics prioritaires et les financer en fonction</p> <p>Il faudrait que l'Etat soit clair et honnête sur ce point</p>
<p>CAF injoignable par téléphone : coût pour l'utilisateur. Ce n'est pas normal. Un service public n'est pas là pour faire de l'argent</p> <p>On oblige l'utilisateur à se doter d'un ordinateur, à payer un abonnement internet, etc.</p>	
<p>Un exemple : La prime d'activité est complètement ubuesque.</p>	<p>Eviter les doublons, tendre vers un système unique et simplifier les démarches</p> <p>Tendre vers une prime unique</p>
<p>Exemple du dossier médical personnalisé auquel le médecin n'a pas accès, la médecine du travail non plus, ni le personnel de santé.</p> <p>On essaye de mettre en place des choses qui sont censées simplifier la vie des citoyens et qui pour l'instant n'aboutissent pas</p>	
<p>Injustice fiscale dans le domaine de la santé</p> <p>Double taxation des personnes malades</p>	
<p>Statut des fonctionnaires : est-il véritablement nécessaire pour tous les secteurs du service public. Un fonctionnaire, à responsabilité égale, est moins bien payé que dans le privé. Est-ce que ce système est viable ?</p> <p>Multiplication des statuts, des contrats. Grande stigmatisation des fonctionnaires mais grande précarité de l'emploi</p> <p>Autre intervention : l'Etat a compris, fin du travail à vie (contractualisation) mais pas d'augmentation du salaire</p>	<p>Retravailler les grilles de traitement des fonctionnaires</p>
<p>Question : difficulté des artisans, énormément taxés (taxes patronales)</p> <p>Problème de la couverture sociale des petits artisans qui ne s'arrêtent pas pour assurer la continuité</p>	<p>Insuffler plus de souplesse pour encourager l'installation des artisans. Introduire des abattements. Ne pas supprimer le CICE mais l'augmenter pour les petites PME</p>